



Saint-Maurice-L'Ardoise en 1962 : un camp pour activistes

Didier Lavrut

► To cite this version:

Didier Lavrut. Saint-Maurice-L'Ardoise en 1962 : un camp pour activistes. Raphaëlle Branche; Sylvie Thénault. La France en Guerre, 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance, Autrement, pp.390-400, 2008, 9782746711853. halshs-04163677

HAL Id: halshs-04163677

<https://shs.hal.science/halshs-04163677>

Submitted on 17 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Saint-maurice-l'ardoise en 1962 : un camp pour activistes

Didier Lavrut, correspondant pour le département du Gard

Parmi les quatre camps créés par l'État sur le territoire métropolitain pendant la guerre d'Algérie, Saint-Maurice-l'Ardoise est celui qui a connu la plus longue période d'activité en tant que tel, soit près de dix-huit ans. Situé dans la partie orientale du département du Gard, à 2 kilomètres du Rhône, sur la commune de Saint-Laurent-les-Arbres, le camp créé en avril 1958 a vu trois catégories de populations s'y succéder. Les Algériens (FLN, MNA et droits communs) furent près d'un millier avant leur évacuation en décembre 1961, laissant place du 12 janvier au 14 juillet 1962 à près de 200 activistes ou sympathisants OAS. En septembre 1962, le camp a ensuite été réhabilité pour accueillir jusqu'à 6 000 harkis rapatriés avec leurs familles. Une violente révolte menée par des jeunes ayant grandi dans le camp a entraîné sa fermeture en 1976¹. Cette continuité de l'usage du camp ajoute un chapitre à l'histoire de l'internement administratif, dont les problématiques ont été largement renouvelées². Elle interroge aussi sur ce qu'une société tolère comme limites à la démocratie. En ce sens, l'intérêt des six mois durant lesquels le camp a servi à l'internement d'un petit nombre d'activistes, au-delà de l'exception qu'ils constituent, tient avant tout à la façon dont pouvaient s'appliquer à des citoyens français à part entière des mesures qui concernaient jusqu'à présent les seuls Algériens.

La transformation et l'organisation du camp

Le putsch du 22 avril 1961 fait de l'OAS la priorité des activités policières, en Algérie comme en métropole. Dès le lendemain, de Gaulle décide de mettre en œuvre l'article 16 de la Constitution et c'est dans ce cadre qu'il signe, le 24 avril, une décision présidentielle qui permet d'appliquer l'ordonnance du 7 octobre 1958 non seulement à toute personne qui participe à une « entreprise de subversion », mais encore qui l'encourage. Dès lors, un simple arrêté ministériel, une simple décision préfectorale sans justification et sans intervention judiciaire enclenche une procédure d'assignation à résidence. Si ces assignations peuvent être faites à domicile, elles sont le plus souvent effectuées dans les locaux de police. Aussi la décision d'ouvrir un camp provient-elle vraisemblablement du décalage grandissant entre les impératifs du ministère de l'Intérieur et les décisions judiciaires, nombre d'activistes étant relaxés ou écopant de peines avec sursis. Ainsi, du 23 mai au 21 juillet 1961, le camp de Thol a servi à l'internement de 24 activistes arrêtés après le putsch, avant de reprendre du service en décembre pour la détention des activistes condamnés à des peines de moins de cinq ans. Au même

¹ Nejia Bacha, « Saint-Maurice-l'Ardoise. Un camp de harkis (1962-1976) », mémoire de maîtrise, université Paul-Valéry, Montpellier-III, 2002 ; Tom Charbit, « Saint-Maurice-l'Ardoise. Sociohistoire d'un camp de harkis (1962-1976) », ministère de la Cohésion sociale, mai 2005 [En ligne] www.social.gouv.fr/IMG/pdf/migrationsetudes130.pdf ; « Un petit monde colonial en métropole. Le camp de harkis de Saint-Maurice-l'Ardoise (1962-1976) », *Politix*, no 76, 2006, p. 31-52.

² Denis Peschanski, *La France des camps. 1938-1946*, Paris, Gallimard, 2002 ; Marc Bernardot, « Des camps en France (1944-1963) », *Plein droit*, no 58, décembre 2003. [En ligne] www.gisti.org/doc/plein-droit/58/france.html.

moment, Saint-Maurice-l'Ardoise reçoit pour mission d'accueillir des activistes assignés pour une durée indéterminée.

C'est d'ailleurs le directeur du camp de Thol, Achille Perrodo, qui vient y prendre ses fonctions le 4 janvier 1962. Assisté d'un adjoint, il dispose de 17 agents techniques (secrétariat, cuisines, infirmerie, entretien) ainsi que de 56 gardiens qui sont des agents contractuels recrutés parmi des civils. On compte également des fonctionnaires de police du corps urbain de Marseille qui, à partir de mars, après une évasion collective, sont renforcés par des effectifs venus du Gard. Leur mission est d'assurer la discipline à l'intérieur du camp (fouilles, appel, contrôle des visiteurs, parloir). La garde extérieure est assurée par deux, puis trois compagnies républicaines de sécurité (CRS). Une seule d'entre elles comportant 217 hommes, on voit ce que représente en moyens financiers et en mobilisation de personnels la surveillance de 200 assignés. Il faut ajouter des fonctionnaires des Renseignements généraux, qui surveillent réunions, conversations, appels téléphoniques et courrier. Enfin, un médecin-chef demeure en permanence au camp. Le camp est entouré d'une première enceinte constituée d'un double grillage de barbelés de plus de 3 mètres de haut. Au-delà, un no man's land de 50 à 100 mètres de large, débroussaillé seulement en mars, mène jusqu'à une triple rangée de ribards³. Des miradors sont implantés sur tout le pourtour, lui-même pourvu d'un éclairage à intervalles rapprochés. Néanmoins, les 15 hectares du camp, avec des bâtiments largement disséminés sur un terrain accidenté comportant d'importantes portions boisées, sont difficiles à surveiller. Les conditions de logement n'ont rien à voir avec la période d'internement des nationalistes algériens, ces derniers étant alors cinq fois plus nombreux. Des baraquements en préfabriqué abritent les salles de réunion et de lecture ainsi que le réfectoire. D'autres sont aménagés en petites chambrées pour deux assignés.

Être assigné à Saint-Maurice

Il n'est pas simple de repérer les raisons pour lesquelles le ministre signe un arrêté d'assignation à durée indéterminée. Il n'en informe ni le préfet, ni le directeur du camp, ni l'assigné lui-même, dont les questions restent sans réponse. Les RG eux-mêmes sont tenus dans l'ignorance⁴. De plus, il ne semble pas y avoir une logique rigoureuse dans les décisions. Quand le préfet demande au ministre de l'Intérieur d'assigner à Saint-Maurice deux activistes gardois impliqués dans l'évasion du camp en février, « en raison de leurs activités subversives », celui-ci, contre toute attente, décide de les assigner à résidence à domicile, laissant le préfet plutôt pantois⁵.

En réalité, c'est en suivant quelques parcours que l'on parvient à cerner la complexité des cas de figure. L'un des plus médiatisés a été le capitaine parachutiste Jean-René Souètre, lié aux ultras d'Algérie. Refusant sa mutation en métropole, il a déserté le 8 février 1961 avec un groupe d'une vingtaine d'hommes pour fonder le maquis France Résurrection dans l'arrière-pays de Mostaganem, dont les membres ont comparu en décembre 1961 devant le tribunal militaire spécial. Tous ont bénéficié de circonstances atténuantes, écopant de peines avec sursis ou étant acquittés. Mais, dans la foulée, sept d'entre eux, dont Souètre, ont été placés sous arrêté d'assignation et transférés le jour même dans les locaux de police de l'ancien hôpital Beaujon à Paris. Ils font partie du premier groupe qui arrive à Saint-Maurice-l'Ardoise le 12 janvier 1962.

³ Réseaux de barbelés organisés en rouleaux.

⁴ Les motifs qui ont entraîné l'assignation à résidence nous étant inconnus écrivent-ils au préfet le 24 mai 1962. Archives départementales du Gard (ADG) CA 1574*. La cote CA est spécifique aux archives départementales du Gard. Elle correspond aux versements du cabinet du préfet jusqu'au début des années 1980, date à partir de laquelle ils furent classés dans la série W. Toutes les cotes CA citées ici concernent des archives sous dérogation.

⁵ ADG CA 1567*.

Autre cas exemplaire, Jean Ferré, jeune journaliste qui, en 1960, devient un des collaborateurs de Salan en Espagne. Arrêté fin septembre 1961 alors qu'il était en train de poster les lettres de Salan aux maires, il est interné à la Santé puis envoyé à l'Ardoise dans le même groupe que le capitaine Souètre. Dernier exemple fameux, celui de Jean Dides dont la carrière de commissaire de police avait débuté en 1942 et s'était achevée en 1954 avec l'« affaire des fuites »⁶. Ancien député, conseiller municipal de Paris, il a intégré en 1960 le Front national pour l'Algérie française (FNAF) de Jean-Marie Le Pen. Le 18 novembre 1961, il est un des orateurs de la réunion organisée par le Comité de Vincennes à la Mutualité. Arrêté le soir même pour avoir crié à la tribune : « Mort au général félon ! », il est placé en garde à vue et incarcéré à la Santé.

Le 1^{er} décembre, la chambre d'accusation de la cour de Paris le fait libérer en retenant son explication (il aurait dit en réalité : « Gloire au général Salan ! »). Interné à Beaujon dès sa sortie du tribunal, il fait lui aussi partie du premier convoi pour l'Ardoise. D'autres parcours sont repérables de façon indirecte⁷ : des activistes venant d'Algérie, des dirigeants métropolitains de l'OAS comme l'ancien député Jean Berthommier, arrêté en Belgique, et de très nombreux militants de Jeune Nation.

Dès qu'ils arrivent, le 12 janvier 1962, le directeur, Achille Perrodo est frappé par la jeunesse des 58 assignés, leur insolence et leur indiscipline générale. Les agressions envers les surveillants sont fréquentes, l'ivresse est récurrente et le vol de matériel régulier. Jusqu'en mars, les travaux de réaménagement se poursuivent, témoignant de l'extrême improvisation de la mise en service du camp. Il est extrêmement facile de dérober des outils ou la peinture qui permet de tracer sur les murs des inscriptions « Vive l'OAS » ou « Algérie française ». Jean Dides, 46 ans, qui s'est imposé comme chef de file du camp, apparaît du coup comme un élément modérant ses jeunes « compagnons ». Au début du mois de février, lorsque le successeur de Perrodo, Raoul Texier, veut reprendre les choses en main, les assignés lui font visiblement payer le renvoi de son prédécesseur. Paniqué, il décrit un véritable climat insurrectionnel : les assignés terrorisent le personnel et les agents, insultent les CRS, cassent ampoules, tables et armoires, vident les extincteurs, arrachent les portes, les haut-parleurs et lacèrent les couvertures⁸. Son arrêt de travail pour raison médicale semble arriver de façon fort opportune, le 6 février 1962⁹.

Il n'en demeure pas moins que les assignés bénéficient d'une certaine bienveillance. Le mariage du capitaine Souètre, célébré le 20 janvier 1962 dans l'enceinte du camp par le maire de la commune en présence d'un reporter de *Paris-Match*¹⁰, le montre à l'évidence. Un banquet dont le menu n'a rien de particulièrement carcéral¹¹ est dressé, auquel participent les 74 internés et les épouses d'une partie d'entre eux. Le témoin du marié n'est autre que le commandant adjoint de la 9^e région militaire (Marseille), le général Clément. Cette affaire lui coûta son poste, de même qu'à Achille Perrodo. Elle témoigne néanmoins de la sympathie et des liens dont les assignés de l'Ardoise peuvent se prévaloir tant dans l'armée que dans la police, où Jean Dides dispose encore de nombreux et solides soutiens.

⁶ Au cours de l'été 1954, Jean Dides avait tenté de décrédibiliser François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur de Pierre Mendès France, en le faisant soupçonner de faire parvenir au Parti communiste des documents secrets du Comité de défense nationale. Si l'affaire provoqua des débats houleux à l'Assemblée, François Mitterrand fut définitivement blanchi de tout soupçon en mars 1956. Paul Marcus, *La République trahie. L'affaire des fuites*, 1954, Biarritz, Atlantica, 1999.

⁷ Ainsi, pour ceux qui tentèrent de s'évader en février, ce sont les procès-verbaux d'auditions menées par la gendarmerie de Roquemaure qui nous renseignent, parce que les gendarmes s'y intéressent.

⁸ ADG CA 1574*.

⁹ Il est remarquable de noter que quatre directeurs se sont succédé en seulement six mois.

¹⁰ *Paris-Match* a attendu que le général Clément ait été relevé de son commandement pour publier le reportage, quatre pages dans le numéro du 10 février 1962.

¹¹ Macédoine de légumes, œufs mimosa, jambon, poulet rôti, petits pois, salade d'endives, fromage, fruits, pâtisseries, vin, café. ADG CA 1568*.

Par ailleurs, la passivité de l'encadrement explique certainement la facilité avec laquelle il est possible de s'évader, en tout cas au cours des cinq premières semaines. L'évasion du 28 janvier est exemplaire de la façon pour le moins relâchée dont s'effectuent les contrôles. Deux assignés passent tout simplement par l'entrée du camp en même temps que les visiteurs et les ouvriers. Le directeur ne réagit que le surlendemain et précise dans sa déposition que personne ne se serait soumis à un appel, « étant donné l'indiscipline et la solidarité des assignés¹² ». L'évasion la plus spectaculaire se produit dans la nuit du 18 au 19 février. Pas moins de 18 assignés s'enfuient dans des conditions qui laissent perplexe. Jean-René Souètre et quelques autres ont creusé dans le sable, depuis l'un des baraquements en préfabriqué, un tunnel de 35 mètres de long qui débouche au-delà de la double clôture de barbelés. 23 m² de déblais ont été accumulés dans la pièce sans que les gardiens l'aient remarqué. À partir d'une heure du matin, Souètre et sept autres fugitifs étant déjà loin, le baraquement reçoit entre 30 et 40 personnes qui viennent par curiosité, alertées par le bruit. Certains décident d'emprunter le tunnel. Non seulement ce défilé pour le moins indiscret n'alerte pas un seul gardien, mais il se prolonge jusque vers quatre heures du matin, moment où le dernier à décider de s'évader est finalement repéré à sa sortie du tunnel et arrêté sans résistance. Dix des seize fugitifs sont repris le lendemain. Ceux qui ont réussi à s'échapper passent en Espagne¹³ ou restent en France pour rejoindre les réseaux de l'OAS¹⁴. Souètre envoie d'Espagne début mars une lettre au directeur du camp, puis passe en Algérie où il joue un rôle non négligeable dans les ultimes feux de l'OAS d'Alger¹⁵.

S'organiser et attendre

En fait, les conditions de détention deviennent plus difficiles à partir de mars 1962. L'évasion de février met en évidence tant de carences que la crédibilité du camp est en jeu. La sécurité est renforcée, le règlement intérieur appliqué plus strictement, et une troisième compagnie de CRS est envoyée sur place. D'autre part, la signature des accords d'Évian questionne bien évidemment les activistes, qui sont loin d'être unanimes dans leurs réactions. Enfin, l'empathie visible des forces de police pour les internés cesse à partir de la fusillade de la rue d'Isly, le 26 mars¹⁶. De fait, ce qui n'était qu'une mesure provisoire pour les premiers internés se transforme à partir d'avril en une détention d'autant plus difficile à vivre qu'elle n'est assortie d'aucune échéance et semble devoir se prolonger. Les mois d'avril et mai voient les effectifs monter jusqu'à 226 internés. Des situations dramatiques apparaissent dans les courriers que les familles ou les assignés envoient au préfet. En effet, pour beaucoup, l'incarcération qui se prolonge se traduit par la perte d'un emploi, par la saisie des comptes bancaires, par l'éclatement des familles. Dans la lettre qu'adresse Louis G. au préfet le 10 avril 1962, on retrouve la même récurrente incompréhension des motifs qui ont amené à l'internement et la certitude d'être victime d'une vengeance. Mais on constate surtout un même profil lié à la jeunesse. Louis G. a 23 ans, une petite fille qui avait dix jours quand il a été arrêté et il vient de perdre son emploi de technicien frigoriste à Oran : « Ma vie et celle de mon foyer sont en train de

¹² ADG CA 1567*.

¹³ Comme Gaston Descaves, devenu Pierre Descaves, conseiller régional de Picardie depuis 1992, un des cadres du Front national depuis les années 1980, qui a raconté son évasion dans *La Salsa des cloportes* (Paris, Déterna, 2006).

¹⁴ Comme Louis Larnaudie arrêté à Nice le 28 juin 1962 alors qu'il rackettait des commerçants.

¹⁵ Olivier Dard, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.

¹⁶ Le 26 mars 1962 à Alger, une manifestation d'Européens tenta de briser le blocus par l'armée du quartier de Bab-el-Oued, dont l'OAS avait pris le contrôle. Rue d'Isly, près de la grande poste, une fusillade éclate et l'armée tire sur la foule, faisant plusieurs dizaines de morts.

se briser¹⁷. » La rupture de leur couple conduit trois des internés à tenter le suicide. Certaines familles sont réduites à dépendre de la charité, telle celle de Jean Tavernier dont l'épouse vietnamienne venue s'installer à Roquemaure se retrouve sans ressources avec trois enfants à nourrir. Le Secours populaire par l'entraide et la solidarité (SPES)¹⁸ puis le journal *Le Méridional-la France* lancent en juin une grande campagne pour récolter des fonds afin de la secourir jusqu'à ce que le préfet débloque l'intervention des aides sociales¹⁹.

Les assignés ont, dès les premiers jours, organisé leurs propres rituels quotidiens. Chaque matin, à neuf heures, une brève cérémonie de lever des couleurs présidée par Jean Dides est marquée par le salut au drapeau suivi du Chant des Africains et du slogan « Algérie française » scandé par trois fois. À l'issue du repas du soir, pendant une demi-heure, Jean Ferré préside une réunion politique avec une virulence croissante. Par ailleurs, Jean Dides, en sa double qualité de délégué des assignés et d'ancien parlementaire, multiplie les lettres ouvertes (Premier ministre, ministres, députés), systématiquement publiées par le journal *Le Méridional-la France*, mais aussi par Rivarol et le Journal du Parlement. Le 20 janvier 1962, il signe ainsi une missive particulièrement outrancière adressée au président de la République, où s'inscrit d'emblée le motif rhétorique assimilant Saint-Maurice à un camp de concentration et le général de Gaulle à Hitler²⁰. Un des assignés, Giacomo Gagliardi, parvient à faire publier dans le quotidien *La Nation belge* un long article intitulé « Les camps de concentration du régime gaulliste », qui témoigne au moins de l'audience que les assignés réussissent à donner à leur incarcération²¹.

De façon générale, le camp est loin d'être un espace clos. Les assignés sont en contact avec l'extérieur par leurs transistors ou le poste de télévision. Ils reçoivent des visites plusieurs heures durant l'après-midi. Le préfet a demandé dès janvier à l'évêché et au conseil régional de l'Église réformée de désigner prêtre et pasteur pour assurer les services religieux. Néanmoins, les assignés semblent éprouver une grande défiance vis-à-vis de la hiérarchie catholique, dont ils condamnent le progressisme, en particulier depuis la condamnation sans ambiguïté de l'action de l'OAS par l'épiscopat français²². Ils dédaignent les visites du Secours catholique et de la Croix-Rouge, mais acceptent l'aide du SPES. Des parlementaires enfin s'inquiètent des conditions de détention de citoyens incarcérés hors de tout cadre judiciaire. Quelques assignés écrivent à leur député, soit à titre personnel comme Jean-Pierre S. à Max Lejeune, soit à titre collectif²³. Ainsi, début mai, les douze Corses assignés à l'Ardoise s'adressent aux parlementaires corses en précisant qu'ils ont prévenu de leur démarche leurs familles, parents et amis dans l'île²⁴, ce qui peut s'apparenter à une forme de pression spécifique. Par ailleurs, le député de la circonscription du camp, Jean Poudevigne, qui connaît personnellement plusieurs assignés, effectue des visites fréquentes et en informe régulièrement le président de la commission des lois constitutionnelles de l'Assemblée nationale, Marcel Sanmarcelli, par ailleurs député de Corse. Sanmarcelli lui-même conduit fin juin à Saint Maurice une délégation qui dénonce l'absence de condamnations judiciaires²⁵, tout en reconnaissant à de Gaulle le droit d'user de

¹⁷ ADG CA 1567*. Louis G. est libéré le 4 juin 1962.

¹⁸ Organisation dont le but est le soutien matériel aux familles des activistes.

¹⁹ 20 et 25 juin 1962.

²⁰ *Le Méridional-la France*, 20 janvier 1962.

²¹ *La Nation belge*, 2 mars 1962.

²² Déclaration d'octobre 1961 de l'Assemblée des cardinaux et archevêques, intitulée La violence devant la loi de Dieu ».

²³ Merci à Alain Trogneux, correspondant pour la Somme, de m'avoir signalé dans le fonds Max Lejeune la lettre de cet assigné, militant socialiste et partisan de l'Algérie française.

²⁴ « Les Corses internés à l'Ardoise alertent leurs compatriotes sénateurs et députés. Ils menacent de faire la grève de la faim », *Le Méridional-la France*, 10 mai 1962.

²⁵ Sur les 213 assignés présents au camp le 28 mai 1962, 64% n'ont jamais été inculpés, 22 avaient fait l'objet de mesures de liberté provisoire et 14 avaient été acquittés par la justice ou condamnés avec sursis.

l'article 16 en les circonstances. Par ailleurs ce qui les relie à l'extérieur, les assignés n'ignorent rien de l'évolution des événements. Le cessez-le-feu en Algérie a été annoncé par le général de Gaulle le 19 mars dans un discours qu'ils ont écouté, abattus, dans leurs chambres, transistor à l'oreille. Lorsqu'ils apprennent la fusillade de la rue d'Isly, ils font publier un communiqué annonçant qu'ils donneront leur sang pour les hôpitaux d'Algérie et feront du 28 mars une journée de deuil et de jeûne en refusant toute visite²⁶. Dans les jours qui précèdent le référendum du 8 avril, Jean Dides intervient personnellement dans la campagne en appelant à voter « non »²⁷, même si lui-même n'est pas autorisé à voter, tout comme l'ensemble des assignés. À partir de la fin mars, des coups décisifs sont portés à l'OAS, rendant les convictions des assignés de plus en plus fragiles. En l'espace d'un peu plus d'un mois, la police a mis la main en Algérie sur les deux derniers généraux du putsch encore en fuite. Jouhaud est condamné à mort le 13 avril, et Saln à la détention perpétuelle le 23 mai. André Canal, chef de l'OAS en métropole, est arrêté le 5 mai. Cette inéluctable déliquescence de l'OAS crée des fractures et des dissensions. Quand ils apprennent, dans la nuit du 23 au 24 mai, le verdict pour Salan, une centaine d'internés se rassemblent vers minuit au pied du mât porte-drapeau pour chanter le Chant des Africains et scander « Algérie française ». Mais lorsque Jean Dides leur demande de se mettre au garde-à-vous, des protestations fusent et quelqu'un lui fait une remarque suffisamment désobligeante pour qu'il quitte les lieux très en colère. L'incident témoigne des clivages de plus en plus marqués entre des radicaux qui voient l'autorité qu'ils exerçaient jusqu'à présent s'amenuiser et une bonne moitié de l'effectif désireuse de retrouver liberté, famille et emploi. Beaucoup sont par ailleurs malades, fatigués, et leurs soucis familiaux relèguent l'Algérie au dernier rang de leurs préoccupations. Le 7 juin, on retrouve la même centaine d'hommes pour une minute de silence, drapeau en berne, après l'exécution quelques heures plus tôt de Dovecar et de Piegts, les assassins du commissaire Gavoury, déjà entrés au panthéon des martyrs de l'OAS. Mais au cours du mois de juin, les bagarres entre anciens et nouveaux arrivés ou entre métropolitains et pieds-noirs sont de plus en plus fréquentes : coups, blessures, intimidations, menaces de règlements de comptes après la libération. Pour la direction du camp, la situation devient extrêmement difficile à gérer. Les libérations sont annoncées le plus discrètement possible afin que ceux qui en bénéficient ne soient pas molestés par ceux qui restent, et le directeur multiplie les courriers au ministère pour suggérer le départ de ceux qui s'engagent à ne plus faire de politique.

La fermeture

Dès son ouverture pour l'internement des activistes, le camp de Saint-Maurice-l'Ardoise était tenu par l'échéance du 15 juillet 1962. En effet, lorsque la mise en œuvre de l'article 16 était arrivée à son terme, le 29 septembre 1961, de Gaulle avait contourné l'obstacle en signant le même jour une décision présidentielle qui prolongeait jusqu'au 15 juillet 1962, « sous réserve de ce qui pourrait être dicté par la loi », diverses décisions prises dans le cadre de l'application de l'article 16, notamment l'internement administratif des activistes. De fait, dès le début du mois de juillet, s'engage un grand mouvement de départs par groupes de 15 à 30 internés. Le 14 juillet 1962, les vingt derniers activistes libérés par arrêté ministériel signé la veille quittent le camp, dont Jean Dides et Jean Ferré qui, comme six autres, avaient été parmi les tout premiers arrivants et en conséquence avaient effectué à l'Ardoise le plus long séjour. En réalité, l'assignation à résidence surveillée est commuée en assignation à résidence à domicile sur le territoire métropolitain, un statut qui reste contraignant puisque tout déplacement hors de la commune de résidence reste soumis à l'approbation du préfet. La presse

²⁶ *Le Méridional-la France*, 30 mars 1962.

²⁷ « Lettre ouverte aux Français : deux cents prisonniers derrière leurs barbelés vous parlent », *Le Méridional-la France*, 5 avril 1962.

nationaliste a salué cette fermeture comme une défaite morale pour le pouvoir. *Rivarol*, dans son numéro 600 du 12 juillet 1962, publie un dessin avec cette légende en forme de jeu de mots : « Même si on ferme Saint-Maurice... il restera l'ardoise. »

Cela étant, les dispositions sur l'internement des activistes découlant de l'article 16 ont été prorogées jusqu'au 31 mai 1963 par l'ordonnance no 62-797 du 13 juillet 1962, de Gaulle s'appuyant sur l'article 2 de la loi référendaire n° 62-421 du 13 avril 1962 relative à la mise en œuvre des déclarations gouvernementales faites à propos des accords d'Évian. Cet article autorise le président de la République à arrêter par ordonnance ou décret toute mesure relative à l'application de ces déclarations. En l'occurrence, le texte de l'ordonnance précise qu'il s'agit de donner au gouvernement les « moyens juridiques suffisants pour assurer le maintien de l'ordre et pour s'opposer à l'action d'éléments subversifs que la reconnaissance de l'indépendance algérienne n'a sans doute pas désarmés ». Le principe de l'internement administratif reste ainsi maintenu.

Néanmoins, Saint-Maurice a bien été le dernier camp destiné à interner des citoyens français. Il paraissait difficile de prolonger son existence alors même que l'Algérie était devenue indépendante le 3 juillet, que l'OAS était pratiquement démantelée et que les Français avaient tourné le dos à sept années de guerre. L'internement administratif, par définition provisoire, n'apparaissait plus comme un instrument efficace pour mettre à l'écart les citoyens considérés comme dangereux pour la sécurité publique. S'il est indiscutable que le coût financier comme la mobilisation en hommes interdisaient un prolongement de la durée du camp, la mise à l'écart de la justice comme des représentants du peuple, la privation arbitraire des libertés ont, au fond, fait l'objet d'un consensus tant que les Français ont senti peser une menace, tant sur eux-mêmes que sur le territoire. C'est certainement ce qui explique que la défense des principes démocratiques face à l'internement des activistes de Saint-Maurice-l'Ardoise ait été, en dehors des milieux nationalistes, si peu manifeste.